L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73, NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 31 MARS 1869. 42e année—Vol. XLII.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 31 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Montgomery, Dyer & Co., à 9 heures du soir, au No 11, rue Commerciale Alley, entre les rues St-Charles et Camp—La belle et grande bibliothèque d'Edgard Bridges, comprenant en outre des ouvrages de droit, un nombre considérable d'œuvres littéraires, légués des meilleurs auteurs.

Par E. Quinault, à 10 heures, rue de l'Hôpital, entre Royale et Bourbon—Le fonds de l'établissement de M. Lapeyre, consistant en outils pour tous genres de métiers, une petite machine à vapeur, fourneaux de cuisine, et un grand nombre d'autres articles.

Par J. Dejan Jr., à 11 heures, coin Gravier et Carondelet—Meubles et pianos.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 33 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, lingerie, vêtements, bonneterie, &c.

Par C. Lecompte, au No 49 de la rue de Chartres—Champagne pale, Beaune et autres, habillements faits à New-York, quincaillerie et articles de fantaisie.

Par Soniat Stark & Bro, aux Nos 33 de la rue du Magasin, et 96 de la rue Gravier—400 caisses bottes nouvelles et échappées.

☞ Achetez vos cosmétiques et chocolat chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALCES,
85.....Rue des Remparts.....185

Grande vente de Marchandises sèches à Pencan.—Aujourd'hui, mercredi, il y aura à 10 heures du matin, MM. Hoffman, Marks & Co. vendront, dans leur salle d'encan de la rue de Chartres, No 33, 450 colis et lots de marchandises américaines et étrangères, et 300 lots de rebut fait et divers de bonneterie. Cette vente est considérable et se compose de marchandises parfaitement bonnes pour le commerce de détail. Elle aura, en outre, sans réserve ce qui a été commandé dans le catalogue à l'attention des acheteurs.

Le Chemin de Fer des Opelousas.

La décision rendue avant-hier par le juge Durell, de la Cour de District des Etats-Unis, dans l'affaire Tucker contre le chemin de fer des Opelousas, a surpris tout le monde y compris les avocats et les parties. On s'attendait, en effet, à ce que la compagnie fût déclarée en faillite comme le demandait M. Tucker. Cette croyance était si générale que les actions du chemin étaient tombées à vil prix. Un de nos confrères assure qu'une grande quantité d'actions ont été rachetées par des gens qui feront certainement un bénéfice assez beau, si notre confrère fait payer des obligations, son observation serait peut-être plausible ; car, comme il a été reçu par ces actions aient acquis une grande valeur puisque le chemin des Opelousas reste toujours sous le coup des poursuites judiciaires exercées par M. Morgan.

En principe, un juge ne doit retarder une décision que le temps nécessaire pour peser mûrement les arguments présentés par les deux parties adverses. Il est donc à regretter que le retard apporté par le juge dans la relation de son jugement ait pu donner lieu à de paris spéculatifs. A un autre point de vue ce retard peut avoir de sérieuses conséquences.

On sait qu'un contrat provisoire avait été conclu entre la compagnie et deux riches capitalistes de l'Ouest, MM. Price et Chouteau qui proposaient d'acquitter les dettes de la compagnie et de prolonger le chemin des Opelousas. Un délai de quatre-vingt-dix jours avait été accordé à la compagnie pour accepter le contrat, et l'on comprend que cette acceptation ne pouvait avoir lieu tant que la compagnie pouvait être déclarée en faillite. Or ce délai de quatre-vingt-dix jours a expiré trois jours avant le prononcé de la sentence du juge Durell et MM. Price et Chouteau désespèrent de voir la question résolue étant repartis pour St-Louis.

Nous ne nous permettrons pas de supposer que le juge ait attendu l'expiration de ce délai pour rendre son arrêt, mais le fait n'en existe pas moins et nous ne pouvons nous empêcher de regretter que le jugement n'ait pas été rendu huit ou quinze jours plus tôt. Ce qu'il nous faut exprimer ce regret ce n'est ni l'intérêt de M. Tucker, ni celui d'ailleurs qu'on prétendu, ni celui de M. Morgan, dont la créance légitime qu'elle soit nous intéresse peu ; ni celui de MM. Price et Chouteau, capitalistes en quête d'une bonne affaire, ni même celui de la Compagnie, c'est uniquement l'intérêt public. Le plan de MM. Price et Chouteau leur eu donnait satisfaction aux intérêts des créanciers et en partie à ceux des actionnaires, assurait l'achèvement du chemin, et c'est ce dernier point qui nous applique la réalisation de tous nos vœux parce qu'elle sera un bienfait pour la région agricole de l'Ouest de la Louisiane et parce qu'elle sera une nouvelle source de prospérité pour le commerce de la Nouvelle-Orléans.

Peut-être sera-t-il possible de renouer les négociations avec MM. Price et Chouteau ; mais il est à présumer que M. Morgan profitera des avantages que lui donne la situation actuelle pour faire entrer le chemin en vente afin de s'en rendre acquéreur aux meilleures conditions possibles. Aussi tout en considérant la décision comme favorable on ne qu'elle écarte le danger d'une mise en faillite, nous croyons que le retard apporté dans la solution de cette affaire sera préjudiciable aux intérêts des actionnaires, et éloignera le jour où la Nouvelle-Orléans sera mise en communication directe avec le Texas par une voie ferrée.

Mort de James P. Freret.

La Louisiane vient de perdre un de ses meilleurs citoyens M. James P. Freret est décédé hier matin, à sa résidence, après une maladie qui le retenait au lit depuis plusieurs mois.

M. Freret avait occupé plusieurs positions éminentes ; il avait été successivement membre du Conseil de ville et de la Législature à l'époque où c'était un honneur de faire partie de ces assemblées, directeur de l'ancienne banque de l'Union depuis son organisation en 1832 jusqu'à l'expiration de la charte en 1852, chérif de la paroisse d'Orléans pour deux termes. Il était fait remarquer dans ses diverses fonctions par son mérite, par la solidité de son jugement, par son intégrité et par son intelligence. C'était un de ces hommes qu'on peut citer comme un type de probité et d'honneur ; aussi l'estime universelle s'est-elle attachée à son nom, qui est d'ailleurs celui d'une des plus honorables et des plus anciennes familles de la Louisiane. L'un de ses frères, M. William Freret, décédé il y a quelques années, avait été un des meilleurs maires qu'ait eus la Nouvelle-Orléans.

M. James P. Freret était natif de la Nouvelle-Orléans et âgé de 63 ans. Son chef-lieu qui en laisse hier son. Un nombreux concours d'amis assistait au service mortuaire qui a eu lieu à l'église des Pères Jésuites.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Le bénéfice de mademoiselle Hasselman est définitivement fixé à demain, jeudi. Cette jeune cantatrice a gagné constamment dans l'estime du public depuis le commencement de la saison. Douée d'une jolie voix, d'habileté remarquable, et bonne musicienne, elle a fait preuve de talent dans tous les rôles et elle a remporté de francs succès dans plusieurs. Le public ne manquera pas de se montrer reconnaissant pour le zèle qu'elle a déployé depuis le commencement de la saison et nous l'en sommes convaincu qu'il lui fera un accueil très fait, sur.

Le spectacle choisi pour ce bénéfice est l'opéra de Donizetti, *Roméo et Juliette*, qui sera représenté pour la première fois à la Nouvelle-Orléans. La bénéficiaire y chantera le rôle de Juliette, M. Engel, celui de Roméo. MM. Perouit, Van Heffen, Albert Juliet, et Mlle Chareyron rempliront les autres rôles principaux.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Nous annonçons pour vendredi prochain, 2 avril, ace théâtre, la bénéfice d'une des légumes de la saison, et pour justifier le mot nous n'avons qu'à rapporter le nom de Mlle Jennie Engel, la meilleure artiste de l'Académie. Nous n'en finirons pas si nous voulions parler des services que cette jeune, jolie et gracieuse actrice a rendus au théâtre depuis elle est engagée, car elle a été en scène chaque soir depuis le commencement de la saison. Il est donc juste qu'elle ait son bénéfice et que le public qu'elle a charmé toujours y soit convoqué pour lui faire ovation. Les spectacle, du reste, se composera de trois grandes pièces favorites, ce qui est une garantie de succès de plus. A vendredi donc, les applaudissements et les bouquets, à l'Académie de Musique.

JOURNAUX DU MEXIQUE.—Nous sommes redevables à l'obligeance de M. J. C. Lévêque, négociant-commissionnaire, d'une liasse de journaux de Mexique. L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à demain les extraits que nous avons faits.

☞ Tuyaux de gas, d'eau et de vapeur, à-Trois Cents le pied, au No. 12 rue Magazine. S'adresser par lettres, boîte 651, pour les détails.

SS. CARTES DE VISITE.—S. ASPERGER a transporté son atelier de No 81, rue de Camp au No 103, Canal. Travail parfait aux anciens prix.

—Nous sommes dans une grande ville, jouissant d'un assez bon théâtre, dont l'orchestre est excellent, mais parfois bruyant.

Le soir du jour de l'an, un fauteur du théâtre subissait de pénibles réclames de lendemain pour recommander un *duet* d'ouverture d'un opéra assez fort.

Mal, répond le maître, jamais ! C'est la seule phrase qu'il emploie de toute sa science !

UN CONSUL IMPOSSIBLE.

On sait que nous ne pouvons rien moins qu'honnête à l'administration du général Grant et que nous avons été des premiers à exposer impartialement les heureux résultats qu'il était permis d'en attendre. Mais nous ne saurions passer la complaisance et l'*impartialité* jusqu'à accueillir sans protestation les affronts qu'il peut faire à notre pays. Quand M. Grant a jugé convenable de nommer à la légation de France M. Washburne, personnage plus que médiocre, n'ayant d'autre mérite que celui d'être son ami, faites-y, et d'avoir fait monter sa candidature, nous nous sommes borné à faire remarquer que, jusqu'ici, les Etats-Unis avaient toujours envoyé à Paris des hommes capables, par leur valeur personnelle ou par leur situation sociale et politique, de représenter dignement leur pays. Après tout, si M. Washburne n'est pas un aigle, au moins est-il pour un bon nègre homme : c'est déjà quelque chose par le temps qui court, et si M. Grant croit devoir l'exhiber au monde européen comme "la crème de la crème" des hommes politiques de l'Amérique, ce sont ses compatriotes, et non pas nous, qui ont le droit d'en être médiocrement flattés. C'est une affaire de famille. Mais qu'on nous taxe, plus que tard, un homme notoirement voué au mépris public, au homme que le Congrès a déclaré, par la voix d'un de ses comités, indigne même d'être employé comme espion, qu'un tel homme soit nommé à l'une des premières dignités diplomatiques de notre gouvernement, c'est là un fait que l'on peut difficilement se résoudre à croire. C'est pourtant ce qui arrive. Il est vrai, comme l'annonçait il y a quelques jours le *Times*, qui est l'organe le peu près officiel du gouvernement, que le président a désigné le sieur Montgomery Gibbs pour remplacer M. Nicolay en qualité de consul général des Etats-Unis à Paris.

Gibbs est le même individu qui a, pendant plusieurs années, fait le métier de mouchard en France pour le compte de la douane des Etats-Unis, et qui, dans l'exercice de cette malhonnête profession, a trouvé le moyen de dépasser les bornes de l'infamie qu'elle comporte. C'est le même individu qui, en usant des plus viles subterfuges, en pratiquant les plus odieux abus de confiance, en cachant sous toutes sortes de déguisements et de faux noms, en jouant le rôle ignominable d'agent provocateur et de faux frère, a fait tomber nombre de négociants français dans des pièges où ils auraient trouvé la ruine. C'est le même individu de qui il est dit dans un rapport officiel :

"L'estime à laquelle M. Gibbs est tenu par ceux qui ont été en rapport d'affaires ou de société avec lui (qualité d'indicateur à New-York, soit dans de la recommander comme représentant de ses opérations dans son exercice soit à l'intérieur, soit à l'étranger.....

Et voilà l'homme dont M. Grant veut faire un consul général à Paris ! un homme qu'un rapport congressionnel, rapport adopté et imprimé par ordre de la Chambre des Représentants, déclare que jamais aucune personne même un agent du Trésor, c'est à dire un mouchard !

M. Gibbs, dit-on, est l'ami intime de M. Washburne et M. Washburne est l'ami intime de M. Grant. C'est là, sans doute, la raison pour laquelle M. Grant peut ou il veut placer ses amitiés, mais tout le monde n'est pas forcé d'admettre à ce point la théorie du *droit divin* dont M. Grant a fait preuve en cette circonstance. M. Grant a le droit, s'il lui plaît, de déshonorer les Etats-Unis en les faisant représenter par le premier *canaille* venu ; mais le Français a le droit de ne pas le recevoir, et nous espérons bien que c'est ce qu'il fera si, par impossible, le Sénat n'oublie pas sa dignité au point de confirmer sa nomination.

(Courrier des Etats-Unis.)

NOUVELLES EUROPÉENNES.—Nous trouvons dans les journaux de New York les dépêches suivantes :

Londres, 29 mars.

Après d'interminables débats sur l'église d'Irlande, la chambre des communes a voté sur la motion reprenant une seconde lecture du bill présenté par M. Gladstone. Résultat du vote :

Pour la motion	368
Contre	250
Majorité pour	118

L'annonce du vote a été accueillie par des applaudissements, au dehors et au dehors de la chambre, à cause des fêtes de Pâques, il n'y aura pas de nouvelle séance avant le 1er avril.

Le comité du sarcasme des malles pour les Etats-Unis a déposé un rapport refusant de soumettre les contrats faits par le gouvernement avec les lignes des steamships Cunard et Inman.

La grève des blatiers de coton, commencée à Preston, s'est étendue à d'autres parties du pays. A Glasgow elle est à peu près générale.

Madrid, 23 mars.

Une garde mobile a été formée au Andalousie pour prêter main forte à la conscription et à la levée des impôts.

Les cortès constituantes ont adopté, malgré une énergique opposition du gouvernement, une proposition de M. Orense déclarant l'incompatibilité entre les fonctions de membre du Congrès des cortès et celles de représentant à l'Assemblée.

Deux cents dames madrilènes se sont rendues processionnellement dans la salle des cortès, et ont présenté une pétition contre la conscription militaire.

Paris, 23 mars.

Le corps législatif a voté le contingent de 100 000 hommes demandé par le gouvernement. La chambre s'est ajournée au 31 soprani.

La marquise de La Valette, femme du ministre des affaires étrangères, vient de mourir.

Les journaux français et belges publient les préliminaires de la conférence projetée entre les deux pays dans l'intérêt de leur commerce mutuel.

MORT DE BERLIOZ.—Encore un deuil à enregistrer dans le monde des lettres et des arts : un grand compositeur, un homme essentiellement doué du goût musical, Berlioz, vient de mourir. Le nom de l'auteur des *Troyens* est justement célèbre en dépit des attaques soulevées autour de ses œuvres et des divergences d'opinions, parfois fort peu bienveillantes, qu'elles ont fait naître. Il avait l'âme d'un artiste et le souffle qui anime et vivifie les grandes œuvres. La mort de Berlioz est une perte pour l'art musical et pour les lettres auxquelles cet esprit multiple n'était point étranger.

Berlioz meurt, pour ainsi dire, de chagrin, depuis la mort de son fils Louis. Depuis, sa santé avait de plus en plus périclité ; le cœur surtout était très-ébranlé ; le coup décisif a été la mort de son fils, capitaine de vaisseau, très estimé dans la marine.

Hector Berlioz était né en 1803, dans le département de l'Isère. Venu à Paris pour étudier la médecine, il entra au Conservatoire de musique en 1826, y fit remarquer par Lesueur et Reicha, et composa une *Messe*, une *Symphonie fantastique* sur la *Tempête* de Shakespeare, et une *Faust*, qui ne fut découvert en nature de lauréat et ses prétentions de réformateur de la musique. Grand prix de Rome au moment de la révolution de Juillet, il composa une *Symphonie funèbre et triomphale* pour les funérailles de ceux qui avaient succombé. Cette œuvre fut très admirée, et on peut dire que Berlioz était célèbre avant d'être parti pour Rome.

Notre intention n'est pas de faire une biographie. Bornons-nous seulement quelques dates :

En 1832, Hector Berlioz épouse Mlle Smithson, la grande tragédienne anglaise, et entre comme critique musical au *Journal des débats*. En 1838 il fait jouer *Benvenuto Cellini* à l'Académie royale de musique. En 1840 paraît la *Damnation de Faust*, en 1854 l'*Enfance du Christ*, en 1859, les *Troyens*. Parmi les autres œuvres, citons les symphonies *Harold*, de *Roméo et Juliette* et surtout le *Requiem*, dont personne ne soutenir les grandes qualités.

Hector Berlioz était membre de l'Institut depuis 1856. Il avait remplacé Adolphe Adam.

— Les télégrammes d'Omaha City annoncent que le service du Pacifique commencera aujourd'hui à transporter les voyageurs et les malles jusqu'à la station d'Ogden, point situé à 1 034 milles à l'ouest d'Omaha, c'est-à-dire près de l'extrémité nord du Grand Lac Salé.

D'un autre côté, le *Central Pacific Railroad* est terminé jusqu'à 600 milles à l'est de Sacramento City. Il ne reste plus à construire que quatre vingt-deux milles pour relier les deux troçons et pour compléter la grande voie ferrée qui traversera le Haut de l'Atlantique au commencement avec San Francisco et les Etats du Pacifique.

— Nous lisons dans la *Minerve* de Montréal :

Un des principaux banquiers de notre ville, M. Dorwin, a pris la chef des Etats-Unis avec environ $80,000 appartenant à ses clients. M. Dorwin était à la tête d'une maison de banque et de courtage dont la réputation paraissait au dessus de plus léger soupçon, et les plus prudents s'honoraient pas à mettre en elle une confiance illimitée.....

On a vu de pareils accidents se répéter assez souvent pour que on n'en soit pas étonné.

L'une des causes qui est aggravé et aggravent encore en triste état de choses, c'est le volumage des Etats-Unis que contre la fièvre de spéculation qu'ils nous inspirent, offrent la facilité de passer d'un pays à l'autre, lorsque les circonstances l'exigent. Le traité d'extradition n'atteint pas ceux qui se rendent coupables de défraudations avec l'argent qui ne leur appartient pas.

Nous avons eu la preuve en plus d'une circonstance, et une individus nous venons ici, mes jeunes vie, avec l'argent de leur déposé qui ne regardaient passer avec leurs riches équipages, sans avoir la moindre droit de mettre la à un pareil scandale.

De temps en temps aussi, des Canadiens se sont volontairement exilés pour des raisons analogues, nous avons déjà eu leur absence sensible, mais nous n'avons pu rien faire de mieux.

De toutes parts, on exprime des regrets que cette intense crise dans le trafic d'extrémités, et que ce problème de grande presse se posingue sur nos pays grands débats.

Les gouvernements anglais et américain doivent s'occuper sérieusement de la question de ce traité ; c'est à eaux d'aviser ; pour qu'on le modifie dans le sens qui pourra le mieux nouvegarder les droits et les intérêts du public.

Le bruit a couru, ces jours derniers, avec assez de persistance de prendre de rudes poursuites judiciaires exercées par M. Morgan.

En principe, un juge ne doit retarder une décision que le temps nécessaire pour peser mûrement les arguments présentés par les deux parties adverses. Il est donc à regretter que le retard apporté par le juge dans la relation de son jugement ait pu donner lieu à de paris spéculatifs. A un autre point de vue ce retard peut avoir de sérieuses conséquences.

On sait qu'un contrat provisoire avait été conclu entre la compagnie et deux riches capitalistes de l'Ouest, MM. Price et Chouteau qui proposaient d'acquitter les dettes de la compagnie et de prolonger le chemin des Opelousas. Un délai de quatre-vingt-dix jours avait été accordé à la compagnie pour accepter le contrat, et l'on comprend que cette acceptation ne pouvait avoir lieu tant que la compagnie pouvait être déclarée en faillite. Or ce délai de quatre-vingt-dix jours a expiré trois jours avant le prononcé de la sentence du juge Durell et MM. Price et Chouteau désespèrent de voir la question résolue étant repartis pour St-Louis.

Nous ne nous permettrons pas de supposer que le juge ait attendu l'expiration de ce délai pour rendre son arrêt, mais le fait n'en existe pas moins et nous ne pouvons nous empêcher de regretter que le jugement n'ait pas été rendu huit ou quinze jours plus tôt. Ce qu'il nous faut exprimer ce regret ce n'est ni l'intérêt de M. Tucker, ni celui d'ailleurs qu'on prétendu, ni celui de M. Morgan, dont la créance légitime qu'elle soit nous intéresse peu ; ni celui de MM. Price et Chouteau, capitalistes en quête d'une bonne affaire, ni même celui de la Compagnie, c'est uniquement l'intérêt public. Le plan de MM. Price et Chouteau leur eu donnait satisfaction aux intérêts des créanciers et en partie à ceux des actionnaires, assurait l'achèvement du chemin, et c'est ce dernier point qui nous applique la réalisation de tous nos vœux parce qu'elle sera un bienfait pour la région agricole de l'Ouest de la Louisiane et parce qu'elle sera une nouvelle source de prospérité pour le commerce de la Nouvelle-Orléans.

Peut-être sera-t-il possible de renouer les négociations avec MM. Price et Chouteau ; mais il est à présumer que M. Morgan profitera des avantages que lui donne la situation actuelle pour faire entrer le chemin en vente afin de s'en rendre acquéreur aux meilleures conditions possibles. Aussi tout en considérant la décision comme favorable on ne qu'elle écarte le danger d'une mise en faillite, nous croyons que le retard apporté dans la solution de cette affaire sera préjudiciable aux intérêts des actionnaires, et éloignera le jour où la Nouvelle-Orléans sera mise en communication directe avec le Texas par une voie ferrée.

CHRONIQUE LOCALE.

RÉCONCILIATION.—Hier a été plaidée, à la Quatrième Cour, la demande en séparation qu'avait instituée Mme [illegible] contre son mari, pour cause de mauvais traitements. Les témoignages ayant fait connaître qu'une simple querelle de ménage, le juge Theard a invité le mari, la femme et leurs enfants à entrer dans son cabinet, où ils eurent à exposer les considérations terribles d'une séparation ; puis leur a expliqué leurs devoirs et obligations réciproques, et les a engagés à se réconcilier. Les parties s'étant rendues à ce conseil et ayant, les enfants entr'embrassé leur père, et le mari, répentant, a déposé un baiser sur le front de sa femme toute attendrie. Le juge Theard a alors repris son siége et a annoncé que l'affaire était mise hors de cour, vu la réconciliation des parties. Ce dénouement touchant a surpris les avocats, les parents et les auditeurs, qui tous se sont retirés satisfaits.

BILLETS DE VILLE.—L'avocat de ville a fait une réponse pour la ville dans l'affaire de R. B. Smith, qui réclame le remboursement de $600 qu'il possède en billets de ville. Le défendeur dit que c'est l'intention de la ville de payer toutes ses dettes légales ou non et c'est dans ce but que la ville a accepté l'acte du Législature qui autorise la ville à émettre pour $2,000,000 de bons : mais la ville est décidée à empêcher toute préférence entre les diverses classes de créanciers. Les défendeurs maintiennent que les billets de ville ont été illégalement émis attendu que la Législature elle-même n'aurait pas eu les autorisés, le sieur Montgomery Gibbs pour remplacer M. Nicolay en qualité de consul général des Etats-Unis à Paris.

Gibbs est le même individu qui a, pendant plusieurs années, fait le métier de mouchard en France pour le compte de la douane des Etats-Unis, et qui, dans l'exercice de cette malhonnête profession, a trouvé le moyen de dépasser les bornes de l'infamie qu'elle comporte. C'est le même individu qui, en usant des plus viles subterfuges, en pratiquant les plus odieux abus de confiance, en cachant sous toutes sortes de déguisements et de faux noms, en jouant le rôle ignominable d'agent provocateur et de faux frère, a fait tomber nombre de négociants français dans des pièges où ils ont trouvé la ruine. C'est le même individu de qui il est dit dans un rapport officiel :

"L'estime à laquelle M. Gibbs est tenu par ceux qui ont été en rapport d'affaires ou de société avec lui (qualité d'indicateur à New-York, soit dans de la recommander comme représentant de ses opérations dans son exercice soit à l'intérieur, soit à l'étranger.....

Et voilà l'homme dont M. Grant veut faire un consul général à Paris ! un homme qu'un rapport congressionnel, rapport adopté et imprimé par ordre de la Chambre des Représentants, déclare que jamais aucune personne même un agent du Trésor, c'est à dire un mouchard !

M. Gibbs, dit-on, est l'ami intime de M. Washburne et M. Washburne est l'ami intime de M. Grant. C'est là, sans doute, la raison pour laquelle M. Grant peut ou il veut placer ses amitiés, mais tout le monde n'est pas forcé d'admettre à ce point la théorie du *droit divin* dont M. Grant a fait preuve en cette circonstance. M. Grant a le droit, s'il lui plaît, de déshonorer les Etats-Unis en les faisant représenter par le premier *canaille* venu ; mais le Français a le droit de ne pas le recevoir, et nous espérons bien que c'est ce qu'il fera si, par impossible, le Sénat n'oublie pas sa dignité au point de confirmer sa nomination.

(Courrier des Etats-Unis.)

NOUVELLES EUROPÉENNES.—Nous trouvons dans les journaux de New York les dépêches suivantes :

Londres, 29 mars.

Après d'interminables débats sur l'église d'Irlande, la chambre des communes a voté sur la motion reprenant une seconde lecture du bill présenté par M. Gladstone. Résultat du vote :

Pour la motion	368
Contre	250
Majorité pour	118

L'annonce du vote a été accueillie par des applaudissements, au dehors et au dehors de la chambre, à cause des fêtes de Pâques, il n'y aura pas de nouvelle séance avant le 1er avril.

Le comité du sarcasme des malles pour les Etats-Unis a déposé un rapport refusant de soumettre les contrats faits par le gouvernement avec les lignes des steamships Cunard et Inman.

La grève des blatiers de coton, commencée à Preston, s'est étendue à d'autres parties du pays. A Glasgow elle est à peu près générale.

Madrid, 23 mars.

Une garde mobile a été formée au Andalousie pour prêter main forte à la conscription et à la levée des impôts.

Les cortès constituantes ont adopté, malgré une énergique opposition du gouvernement, une proposition de M. Orense déclarant l'incompatibilité entre les fonctions de membre du Congrès des cortès et celles de représentant à l'Assemblée.

Deux cents dames madrilènes se sont rendues processionnellement dans la salle des cortès, et ont présenté une pétition contre la conscription militaire.

Paris, 23 mars.

Le corps législatif a voté le contingent de 100 000 hommes demandé par le gouvernement. La chambre s'est ajournée au 31 soprani.

La marquise de La Valette, femme du ministre des affaires étrangères, vient de mourir.

Les journaux français et belges publient les préliminaires de la conférence projetée entre les deux pays dans l'intérêt de leur commerce mutuel.

MORT DE BERLIOZ.—Encore un deuil à enregistrer dans le monde des lettres et des arts : un grand compositeur, un homme essentiellement doué du goût musical, Berlioz, vient de mourir. Le nom de l'auteur des *Troyens* est justement célèbre en dépit des attaques soulevées autour de ses œuvres et des divergences d'opinions, parfois fort peu bienveillantes, qu'elles ont fait naître. Il avait l'âme d'un artiste et le souffle qui anime et vivifie les grandes œuvres. La mort de Berlioz est une perte pour l'art musical et pour les lettres auxquelles cet esprit multiple n'était point étranger.

Berlioz meurt, pour ainsi dire, de chagrin, depuis la mort de son fils Louis. Depuis, sa santé avait de plus en plus périclité ; le cœur surtout était très-ébranlé ; le coup décisif a été la mort de son fils, capitaine de vaisseau, très estimé dans la marine.

Hector Berlioz était né en 1803, dans le département de l'Isère. Venu à Paris pour étudier la médecine, il entra au Conservatoire de musique en 1826, y fit remarquer par Lesueur et Reicha, et composa une *Messe*, une *Symphonie fantastique* sur la *Tempête* de Shakespeare, et une *Faust*, qui ne fut découvert en nature de lauréat et ses prétentions de réformateur de la musique. Grand prix de Rome au moment de la révolution de Juillet, il composa une *Symphonie funèbre et triomphale* pour les funérailles de ceux qui avaient succombé. Cette œuvre fut très admirée, et on peut dire que Berlioz était célèbre avant d'être parti pour Rome.

Notre intention n'est pas de faire une biographie. Bornons-nous seulement quelques dates :

En 1832, Hector Berlioz épouse Mlle Smithson, la grande tragédienne anglaise, et entre comme critique musical au *Journal des débats*. En 1838 il fait jouer *Benvenuto Cellini* à l'Académie royale de musique. En 1840 paraît la *Damnation de Faust*, en 1854 l'*Enfance du Christ*, en 1859, les *Troyens*. Parmi les autres œuvres, citons les symphonies *Harold*, de *Roméo et Juliette* et surtout le *Requiem*, dont personne ne soutenir les grandes qualités.

Hector Berlioz était membre de l'Institut depuis 1856. Il avait remplacé Adolphe Adam.

— Les télégrammes d'Omaha City annoncent que le service du Pacifique commencera aujourd'hui à transporter les voyageurs et les malles jusqu'à la station d'Ogden, point situé à 1 034 milles à l'ouest d'Omaha, c'est-à-dire près de l'extrémité nord du Grand Lac Salé.

D'un autre côté, le *Central Pacific Railroad* est terminé jusqu'à 600 milles à l'est de Sacramento City. Il ne reste plus à construire que quatre vingt-deux milles pour relier les deux troçons et pour compléter la grande voie ferrée qui traversera le Haut de l'Atlantique au commencement avec San Francisco et les Etats du Pacifique.

— Nous lisons dans la *Minerve* de Montréal :

Un des principaux banquiers de notre ville, M. Dorwin, a pris la chef des Etats-Unis avec environ $80,000 appartenant à ses clients. M. Dorwin était à la tête d'une maison de banque et de courtage dont la réputation paraissait au dessus de plus léger soupçon, et les plus prudents s'honoraient pas à mettre en elle une confiance illimitée.....

On a vu de pareils accidents se répéter assez souvent pour que on n'en soit pas étonné.

L'une des causes qui est aggravé et aggravent encore en triste état de choses, c'est le volumage des Etats-Unis que contre la fièvre de spéculation qu'ils nous inspirent, offrent la facilité de passer d'un pays à l'autre, lorsque les circonstances l'exigent. Le traité d'extradition n'atteint pas ceux qui se rendent coupables de défraudations avec l'argent qui ne leur appartient pas.

Nous avons eu la preuve en plus d'une circonstance, et une individus nous venons ici, mes jeunes vie, avec l'argent de leur déposé qui ne regardaient passer avec leurs riches équipages, sans avoir la moindre droit de mettre la à un pareil scandale.

De temps en temps aussi, des Canadiens se sont volontairement exilés pour des raisons analogues, nous avons déjà eu leur absence sensible, mais nous n'avons pu rien faire de mieux.

De toutes parts, on exprime des regrets que cette intense crise dans le trafic d'extrémités, et que ce problème de grande presse se posingue sur nos pays grands débats.

Les gouvernements anglais et américain doivent s'occuper sérieusement de la question de ce traité ; c'est à eaux d'aviser ; pour qu'on le modifie dans le sens qui pourra le mieux nouvegarder les droits et les intérêts du public.

Le bruit a couru, ces jours derniers, avec assez de persistance que le grand jeune banquier, mais il est accessible de prendre de rudes poursuites judiciaires exercées par M. Morgan.

—Le Journal officiel annonce la nomination de M. Bertheau à la première présidence de la cour de cassation en remplacement de M. Troplong, en attendant le remplacement définitif de M. Troplong, qui restera premier président de la cour de Paris.

PAR LE TÉLÉGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Nouvelles de Washington.

Washington, 30—CH. MERE.—Le bill autorisant des pièces de Michel de 25, trois et cinq cents a passé.

Le bill sur la tenure des places est retiré de Sénat avec la demande d'un comité de conférence. Une motion de concourir à l'amendement du Sénat est perdue par 106 contre 60.

Finalement un comité de conférence est nommé, et Butler, Bingham et Washburne du Massachusetts sont nommés pour en faire partie.

Mille résolutions pour s'ajourner le 6 avril est adoptée.

Le comité d'élection rapporte que Reed, du 3ème District congressionnel de la Caroline du Sud, ne peut prêter le serment d'épreuve. La minorité a rapporté un bill réhabilitant Reed. Il s'est en comité de reconstruction.

Un passe une motion de concurrence et la question de laisser libre, d'une enjeu à l'autre, un espace d'une de 400 pieds.

Mémoire.—Le bill de Wade à 216 faite pour passer le bill de la chambre accordant le droit de passage au chemin de Memphis à El Paso.

Washington, 30—Grant est reçu.

Tous les membres du cabinet assistaient au conseil d'aujourd'hui. Le seule nomination faite aujourd'hui est celle de C. S. Hamilton, marshal pour le Wisconsin.

Au Havre et à Rouen, le temps est aussi de tempête. Dimanche pour, dans cette dernière ville, le tonnerre grondait et les éclairs éclairaient la nuit, comme en plein été.

Au Havre, la violence les rafales a occasionné, sur la plage de Perrey et dans la plaine de l'Eure, des dégâts que l'on évalue à plus de 70,000 francs. Le coup de vent qui a eu sévi sur le Havre succédait avec une des plus fortes marées de l'année.

La Seine a ses eaux gonflées et agitées. La pluie n'a pas cessé de tomber toute la matinée à Paris.

On annonce qu'à la suite de la bourrasque qui vient d'avoir lieu, le pont de Cubzac a subi de très graves avaries.

Le bâtea de l'une des colonnes de pont est pendu s'est rompu, et le tablier du pont a été atteint.

— Mme la duchesse de Baufremont a donné au Souverain Pontife le spectacle d'une grande vertu en religion et de prononcer des vœux.

Malgré comblée de familles se trouveraient aujourd'hui dans une aisée, sans cette précieuse hospitalité qu'on ne rencontre qu'aux Attakapas : c'est en point que ceux dont les maisons sont situées dehors de disparaître l'honneur de donner asile aux victimes de la [illegible] de la [illegible]. Bien plus, les hommes parlent déjà de reconstruire de nouvelles maisons à leur qui n'en ont plus, chacun apportant en part de bon et son talent de charpentier. Les femmes ne restent pas en arrière et veulent remplacer le linge et les effets perdus dans cette affreuse catastrophe.

A l'heure où je vous écris ces lignes je n'ai les détails que d'une très petite circonscription, mais je juger par la force qu'avait le vent il est à craindre qu'il n'y ait eu ailleurs de graves et nombreux désastres. Si quelqu'autres nouvelles me parviennent je empresserai de vous en donner connaissance.

Recevez, messieurs les éditeurs, etc.

L. R.

TERRIBLE OURAGAN EN FRANCE.—Il y a eu dans la première semaine de mars, en France, une bourrasque qui a occasionné des dégâts sur plusieurs points de cet littoral. Nous lisons à ce sujet dans le *Patrie* :

Le mois de mars a fait son apparition avec son cortège de giboulées, de pluies, de bourrasques et de rares rayons de soleil. Hier surtout, le vent a soufflé avec violence. Aujourd'hui la température semble avoir été plus chaude sur Paris et ses environs, que la nuit. Le vent a soufflé avec une violence telle, et il a eu pendant la matinée un abaissement sensible dans la température.

Au Havre et à Rouen, le temps est aussi détestable. Dimanche pour, dans cette dernière ville, le tonnerre grondait et les éclairs éclairaient la nuit, comme en plein été.

Au Havre, la violence les rafales a occasionné, sur la plage de Perrey et dans la plaine de l'Eure, des dégâts que l'on évalue à plus de 70,000 francs. Le coup de vent qui a eu sévi sur le Havre succédait avec une des plus fortes marées de l'année.

La Seine a ses eaux gonflées et agitées. La pluie n'a pas cessé de tomber toute la matinée à Paris.

On annonce qu'à la suite de la bourrasque qui vient d'avoir lieu, le pont de Cubzac a subi de très graves avaries.

Le bâtea de l'une des colonnes de pont est pendu s'est rompu, et le tablier du pont a été atteint.

Nouvelles Diverses.

Richmond, 30—Dans l'affaire du gouverneur Wells, juge Bond et autres, accusés d'avoir enfreint les dispositions du bill des Cens des Etats Unis a déchargé, aujourd'hui, toutes les parties.

Marchés Européens.

Liverpool, 30, au soir.—Coton actif. Vendu, aujourd'hui 10,000 balles, épiande 12 3/8 Orléans 12 5/8.

Londres, 30, au soir—Sucre calme

Marchés Américains.

New York, 30—Coton en hausse de 1/4 et actif. Vendu aujourd'hui 500 balles. Mid. 28 1/4. Prêt plus ferme. mais blâme de la Nlle-Orléans 31.

New York, 30—Sucre calme. Muscovado 13 à 14 1/2. Mélasse inactive. Orléans 75 à 76.

New York, 30—Fonds du gouvernement, fermes à la clôture.—5-20, 118. Or 131 3/8. Actions généralement lourdes.

Mobile, 30—Coton ferme avec une demande générale et active. Vendu, aujourd'hui, 3100 balles. Bas mid. 27 1/4 à 27 3/4. Reçu 274. Exporté 960.

Savannah, 30—Coton ferme et en bonne demande. Vendu 100 balles. Middl. 28 1/4 à 28 1/2. Reçu 1200. Exporté 657.

Charleston, 30—Coton actif. Prix en hausse de 1/4. Vendu 1500 balles Middl. 28. Reç